l'étincelle
Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

« Travailleurs de tous les pays, unissons-nous ! » (Karl Marx)

CHS Novillars

Besançon, le 30/08/2021

Deuxième rentrée scolaire sous Covid : ras-le-bol de ces guignols qui ferment les écoles !

À une semaine de la date fatidique, le flou régnait encore sur les conditions de la rentrée scolaire. Depuis, le ministre de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer, multiplie les annonces contradictoires, quand aucun moyen supplémentaire n'a été affecté à l'éducation alors que les suppressions de postes continuent dans tous les services publics.

Un protocole sanitaire sans moyens

Le ministre se félicite que les écoles ouvrent cette semaine – encore heureux ! Mais c'est bien le gouvernement qui choisit, comme ses prédécesseurs, de fermer des classes en primaire et de supprimer encore 1 800 postes cette année dans le secondaire. Un véritable plan social dans les métiers de l'éducation, une catastrophe pour l'accueil des enfants des classes populaires – ceux des privilégiés s'en sortiront toujours avec des cours privés.

Sur le plan sanitaire, les mesures avancées ne s'accompagnent pas des moyens nécessaires. Le même gouvernement qui subventionne le patronat « quoi qu'il en coûte » a des oursins dans les poches quand il s'agit d'acheter des capteurs de CO2 ou des purificateurs d'air. Il ne peut promettre que des autotests bon marché alors que ceux qui restent de l'an dernier s'entassent dans les placards faute de personnel qualifié pour les utiliser.

Sans embauches pour dédoubler les groupes et assurer l'enseignement en présentiel avec des gestes barrières renforcés, les classes fermeront les unes après les autres dans le primaire, à chaque cas déclaré. Les parents en paieront le prix : aucune absence pour garde d'enfants n'est imposée à l'employeur, les salariés en seront pour leurs congés !

La méthode Blanquer :
contrefeux, manipulations et autosatisfaction

À l'heure où les indices scientifiques s'accumulent sur la vulnérabilité des enfants au variant Delta, la rentrée s'annonce donc à nouveau catastrophique et le ministre multiplie les contrefeux. Certains lui sont servis sur un plateau par ses prétendus opposants de l'extrême droite : il réfléchit par exemple à conditionner l'allocation de rentrée à l'achat de fournitures scolaires. Ça ne coûte rien de reprendre ce genre de fantasme anti-ouvrier, même à propos d'une aide sociale particulièrement insuffisante et tout à fait négligeable en comparaison des centaines de milliards accordés au patronat.

Tentative aussi de faire porter les débats sur la vaccination avec la mesure provocatrice qui consiste à « évincer » les élèves non vaccinés d'une classe confrontée à un cas positif. Blanquer est parfaitement hors-sujet, car les profs sont presque tous vaccinés et les adolescents de plus de douze ans en bonne voie de l'être, tandis que la vaccination des enfants de moins de douze ans n'est pas encore recommandée par les autorités scientifiques. La vaccination en milieu scolaire, si elle était décidée, souffrirait surtout du manque de postes d'infirmières et de médecins dans les écoles. Elle ne porterait pas ses fruits avant quelques mois – alors que la rentrée de douze millions d'élèves est cette semaine.

Avant, pendant et après la pandémie, se battre pour une éducation pour tous

Le gouvernement a poursuivi la destruction méthodique de l'école publique pendant la crise sanitaire. La réforme du lycée, le nouveau bac et ParcourSup ont renforcé le tri social et dégradé les conditions d'éducation des moins favorisés. Chaque famille ouvrière en mesure peu à peu les effets, qui s'ajoutent aux conséquences catastrophiques de cette pandémie, en particulier pour les plus pauvres.

Le premier confinement de mars 2020 avait interrompu le mouvement des profs et des lycéens contre la casse des retraites et de l'enseignement secondaire. L'an dernier, de nombreux enseignants s'étaient mis en grève et en « droit de retrait » pour obtenir des moyens pour dédoubler les classes face à la deuxième vague.

Pour les services publics comme pour nos droits de travailleurs, nous ne pouvons compter que sur nos luttes !

Une situation de plus en plus inquiétante

À la MAS, nos collègues se sentent isolés. La charge de travail y est de plus en plus lourde, car l'état de santé des résidents se dégrade. Les effectifs ne suivent pas et il faut donc limiter les activités et les sorties. Les conditions de travail se dégradent, changements réguliers de planning, week-ends consécutifs…

Même si nos collègues ont enfin perçu l'augmentation de salaire du Ségur, huit mois après les autres, l'impression d'être la dernière roue du carrosse persiste pour tout le monde.

Le service B en liquidation !

Le service B n'a pratiquement plus de médecin. Du coup, la direction a annoncé des suppressions de lits au Calypso et dans les pavillons d'admissions.

Mais la pénurie de praticiens n'est pas un hasard, ça fait des années que cela dure et le gouvernement ne fait rien pour remédier à la situation.

Le monde d'après ?

L'année dernière, les soignants étaient applaudis. La population découvrait le triste état des hôpitaux et la presse faisait mine de compatir. En réaction, le gouvernement promettait des états généraux de la santé : augmentation des salaires, des effectifs… Malgré ces effets d'annonce, les restrictions sont toujours de mise, les salaires bloqués et les effectifs insuffisants.

En juillet, Macron a annoncé sa volonté de faire passer la réforme des retraites, et celle de l'assurance chômage. C'est une nouvelle fois la façon de nous présenter l'addition.

C'est sur ce terrain que nous devrions nous battre et non sur celui des libertés individuelles, car dans le capitalisme, la seule liberté qu'ont les travailleurs est celle d'être exploités, ou de se révolter !

Une pénurie qui arrange certains

L'hôpital manque cruellement de personnel. De nombreux postes de soignants sont vacants. La direction prétend que personne ne veut venir travailler au CHS.

Elle oublie de dire que depuis des années, elle dégrade nos conditions de travail, n'hésitant pas à nous faire parfois travailler de façon tout à fait illégale. Ce n'est pas en supprimant les temps partiels, en gelant les salaires et en multipliant les CDD que la situation va changer. C'est d'ailleurs aussi une manière d'appliquer la politique du gouvernement pour restreindre de façon détournée les budgets de la santé.

Non aux sanctions

S'il y a un domaine où la direction fait du zèle, c'est bien celui du passe sanitaire. Toutes les semaines, elle publie une note d'information expliquant que les agents non vaccinés seront suspendus. La vaccination oui, mais priver certains collègues de leurs revenus, ce n'est pas acceptable. Et puis cela permet à la presse et au gouvernement de ne pas parler du triste état de la santé.

Encore un été difficile

Comme tous les ans désormais, l'été a vu nos conditions de travail se dégrader. Pas d'embauche pour remplacer les absences dues aux congés et aux arrêts maladie. Du coup, les jours de repos se sont volatilisés, les plannings n'ont cessé d'être modifiés… Si des cadres ont profité de leurs vacances, certains n'ont pas hésité à refuser à nos collègues ASH leurs trois semaines de congés.

De l'eau dans le gaz

Le tarif réglementé du gaz avait déjà augmenté de 10 % au 1er juillet, il va subir une nouvelle hausse de 8,7 % au 1er septembre. Depuis le 1er janvier 2019, les tarifs réglementés de vente de gaz hors taxe d'Engie avaient déjà crû de 15,8 %. Près de 25 % de hausse au total !

Le litre de super a dépassé les 1,60 euro et continue à augmenter allègrement, et les tarifs de l'électricité ne sont pas en reste. Face à ce racket sur les prix de l'énergie, il nous faudra imposer que les salaires suivent.

Une piqûre à deux vitesses

Le 22 août dernier, dans les pays riches, on comptait environ 58 % de la population ayant reçu au moins une première dose de vaccin contre seulement… 1,4 % dans les pays pauvres. Au rythme actuel, il faudra attendre plusieurs dizaines d'années avant de voir les populations de ces pays entièrement vaccinées. On est bien loin de l'immunité collective… alors même que le dispositif « Covax » qui visait, prétendument, à garantir l'accès au vaccin dans les pays les plus pauvres à travers les dons des pays riches et des labos pharmaceutiques est un flop : sur les trois milliards de doses espérées par l'OMS il y a quelques mois, seules 200 millions ont été livrées mi-août.

Car les pays du tiers monde et ceux qui y vivent sont trop pauvres pour intéresser les grandes puissances et les trusts pharmaceutiques : les patrons qui détiennent brevets et usines ne sont attirés que par l'appât du gain, un autre virus bien dévastateur !

Pour nous écrire ou prendre contact, e-mail : etincelle25@free.fr
Notre site internet : https://www.convergencesrevolutionnaires.org/